

## Entretien avec le Gestionnaire de Portefeuille Jeremy Anagnos (CBRE Clarion)

### Nordea 1 – Global Listed Infrastructure Fund

LU1947902109 (BP-USD) / LU1927026317 (BI-USD)

**Veuillez noter que la conférence téléphonique a eu lieu le 27 novembre 2020. Tous les commentaires et informations sur le marché se réfèrent à la période antérieure.**

#### Points clefs

- Alors que l'élection du président Joe Biden et les projets mondiaux de dépenses infrastructurelles soutiennent la classe d'actifs, les tendances séculaires de long terme devraient stimuler la croissance stable et prévisible des infrastructures cotées.
- De plus, le mouvement de décarbonisation porte un vent favorable, nécessitant des investissements dans la production d'énergie renouvelable, les infrastructures de stockage et de transport, l'hydrogène vert et le gaz naturel.
- L'évolution des tendances de consommation et des tendances commerciales entraînent une utilisation accrue d'Internet - avec un plus grand besoin de stockage de données, de puissance de traitement et de bande passante.
- Les définitions des indices de référence ayant été élaborées il y a plus de dix ans, celles-ci ne peuvent pas saisir pleinement l'ensemble des opportunités mondiales offertes aux investisseurs en infrastructures cotés.

#### **Le président élu Joe Biden a annoncé des dépenses infrastructurelles majeures. Dans quelle mesure ces annonces dépendent-elles des résultats des élections au Sénat?**

Si les démocrates prennent le Sénat, la soi-disante «vague bleue» ouvre probablement la voie au plan de près de 2 billions de dollars que Biden a annoncé. Ce plan englobe de nombreux domaines infrastructurels - avec un accent sur l'investissement dans l'énergie propre, ainsi que dans les transports et les communications. Même si les républicains conservent une légère majorité au Sénat, cela ne devrait pas faire dérailler ce plan de dépenses infrastructurelles. Il est bien connu que les États-Unis doivent améliorer leurs infrastructures, et c'est aussi un moyen de promouvoir les emplois dans une économie touchée par la pandémie. Ainsi, même si le plan complet de 2 billions de dollars n'est pas mis en place, il est probable que nous obtenions un plan de dépenses infrastructurelles bipartisan.

#### **Biden veut joindre à nouveau l'Accord de Paris et accélérer les efforts de décarbonisation. Quel impact cela aura-t-il sur les entreprises infrastructurelles?**

Les entreprises du secteur de l'énergie ont la possibilité de participer à la transition vers un avenir propre. Avant les élections américaines, on estimait une dépense de plus de 400 milliards de dollars par an, au cours des dix prochaines années, afin d'atteindre les objectifs durables définis par chaque États. Ce n'est même pas aussi ambitieux que le plan de Biden pour une empreinte carbone neutre du secteur de l'énergie d'ici 2035. Bien que la production d'énergie renouvelable, comme l'énergie éolienne et solaire, soit nécessaire, il faut également des batteries de secours et des investissements dans le transport de cette énergie. Du côté des utilisateurs, il faut par exemple augmenter le nombre de "compteurs intelligents" et les bornes de recharge pour véhicules électriques. Nous avons déjà identifié cette opportunité séculaire, mais les plans de Biden pourraient la renforcer d'autant plus.

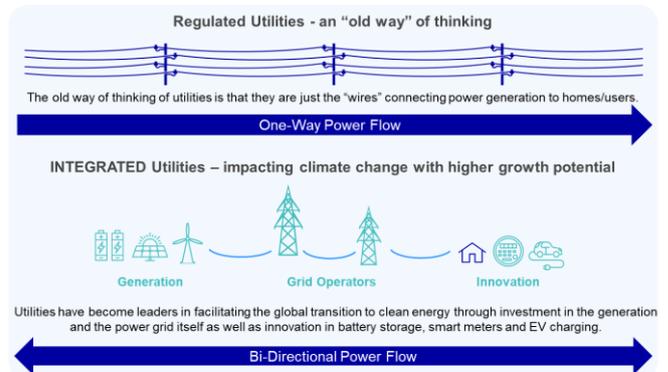
#### **Il semble que ce ne soit pas simplement un phénomène américain. Voit-on les mêmes tendances dans d'autres régions du monde?**

Absolument. L'UE a dévoilé son plan de relance verte cet été, avec un montant important d'investissements ciblant l'énergie propre. Le Royaume Uni a également présenté un plan de dépenses infrastructurelles il y a quelques jours. À nouveau, avec 7,5% de chômage projeté l'année prochaine dans le pays, c'est un moyen de stimuler l'emploi. Par ailleurs, le Japon et la Chine ont récemment annoncé des objectifs de zéro émissions nettes, pour respectivement 2050 et 2060. Ce mouvement de décarbonisation est véritablement mondial ! Et les plus grands développeurs d'actifs

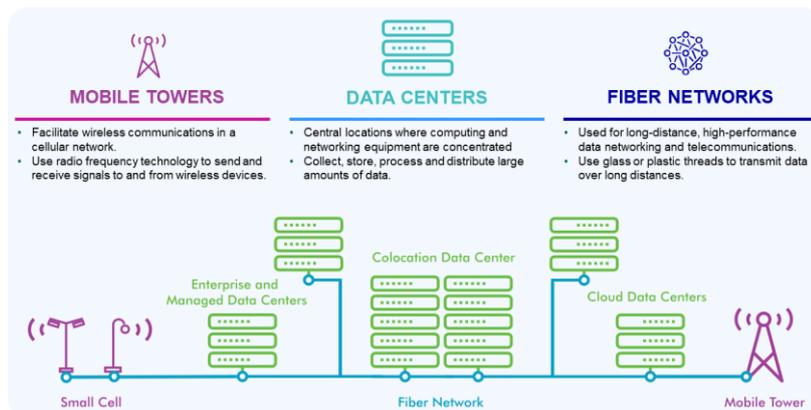
renouvelables – comme les installations éoliennes et solaires - sont des sociétés cotées en bourse. Ces entreprises mondiales ont l'échelle nécessaire leur permettant de rivaliser et de délivrer sur ce qui sera un pipeline continu de projets, alimenté par un soutien politique croissant des gouvernements.

## En restant sur le thème de la décarbonisation, pouvez-vous expliquer le rôle des « services publics intégrés » (*integrated utilities*)?

Les services publics réglementés traditionnels, c'est-à-dire ceux qui possèdent les fils et les poteaux, sont de plus en plus intégrés - construisant et possédant des installations de production d'énergie renouvelable, investissant dans la technologie de stockage sur batterie ou dans les compteurs intelligents domestiques. Ces services publics investissent également dans le réseau. Le réseau a été conçu à l'origine pour transporter l'énergie dans une direction. Mais avec une utilisation accrue de panneaux solaires, sur les maisons par exemple, il est maintenant possible pour l'électricité de retourner dans le réseau. Le réseau doit être modernisé pour permettre ce développement. Les services publics intégrés que nous cibons, comme le groupe italien Enel, facilitent cette transition. Une telle innovation est essentielle à la transition de la société vers un avenir énergétique plus propre.



## Vous pensez que les indices de référence d'infrastructures cotées sont sous-optimaux, en raison de l'exclusion d'opportunités dans des domaines en croissance comme les centres de données. Pourquoi cette industrie est-elle particulièrement attrayante?



Nous ne voulons pas nous limiter en ce qui concerne les opportunités d'investissement dans la classe d'actifs. Par exemple, nous investissons depuis longtemps dans les tours et les réseaux de fibre, et le centre de données lui-même est essentiel pour faciliter le mouvement des données. Bien que tous les centres de données n'aient pas des caractéristiques infrastructurelles fondamentales, nous avons trouvé quelques noms sur la scène mondiale qui sont un élément clé de l'ensemble du réseau, avec un fort potentiel de croissance étant donné que nous travaillons de plus en plus dans un

environnement virtuel. Les indices de référence manquent souvent de cohérence en matière d'infrastructures cotées, de sorte que les centres de données peuvent tomber dans des secteurs tels que les télécommunications ou les sociétés immobilières spécialisées. À travers le monde, les plus grands investisseurs institutionnels considèrent les centres de données dans leur allocation infrastructurelle - une position que nous avons également adoptée.

## Existe-t-il des opportunités liées à la mise à niveau des infrastructures existantes?

Absolument. Nous avons discuté de certains des thèmes les plus passionnants - tels que l'investissement dans l'énergie propre et les moyens de communication - mais il est aussi nécessaire d'améliorer la sécurité et la fiabilité de ce qui est déjà sur pied. Nous avons de vieilles infrastructures dans les pays développés et, même si elles ont été bien construites et ont tenu longtemps, nous en sommes au stade où nous devons remplacer ces actifs qui ont entre 50 et 100 ans. Cela alimente une croissance organique continue de l'ordre de 3 à 4% pour la majeure partie du marché des infrastructures cotées.

## Les infrastructures cotées sont-elles toujours à des niveaux de valorisation inférieurs aux actifs privés, et aux actions en général?

Oui, et l'écart s'est creusé cette année. On recommence à voir des transactions, et les groupes de *private equity* paient des prix de 20 à 30%, voire parfois 40%, plus élevés que les actifs comparables sur le marché des infrastructures cotées. Par rapport aux actions mondiales, les infrastructures cotées sont à leur plus grande décote depuis juste après la crise

financière mondiale, sur une base de multiple d'EBITDA. La résilience des bénéficiaires et la stabilité des flux de trésorerie ont été démontrées, mais le marché s'est focalisé sur d'autres domaines du marché boursier - à savoir les noms technologiques à forte croissance. Nous parlons aux institutions du monde entier et constatons un nombre croissant de nouvelles allocations au marché des infrastructures cotées, profitant ainsi de cette opportunité à prix réduit.

## **Enfin, qu'est-ce qui donne à votre équipe un avantage dans cette classe d'actifs ?**

Nous avons le privilège de faire partie de la plateforme mondiale CBRE, qui dispose de larges ressources uniquement axées sur les actifs réels. Bien que mon équipe opère sur les marchés d'infrastructure cotées, nous avons également une équipe d'infrastructures privées de 22 personnes avec laquelle nous collaborons étroitement. Nous pensons que cela nous permet d'obtenir un avantage informationnel en termes d'opportunités, de potentiel de rendements et de compréhension des risques du marché.

Les compartiments mentionnés sont ceux de Nordea 1, SICAV, une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples de type ouvert soumise au droit luxembourgeois et à la Directive européenne 2009/65/CE du 13 juillet 2009. **Ce document est un document marketing** à titre informatif et ne contient pas tous les renseignements concernant les compartiments. Toute décision d'investissement dans les compartiments doit être prise sur la base du Prospectus en vigueur, ainsi qu'avec le Document d'informations clés pour l'investisseur (KIID) et les derniers rapports annuel et semi-annuel, qui sont disponibles en version électronique en anglais et dans la langue du pays où la SICAV est autorisée à la distribution, sur simple demande et sans frais auprès de Nordea Investment Funds S.A., 562, rue de Neudorf, B.P. 782, L-2017 Luxembourg et auprès de nos correspondants locaux ou de nos distributeurs. Les investissements dans des produits dérivés et dans des opérations de change peuvent être soumis à d'importantes fluctuations qui peuvent affecter la valeur d'un investissement. **Les investissements effectués sur les marchés émergents impliquent un risque plus élevé. La valeur des actions peut fluctuer considérablement en raison de la politique d'investissement du compartiment et ne peut être assurée. Les investissements dans des instruments de participation et de dette émis par les banques risquent d'être assujettis au mécanisme de bail-in, comme prévu par la Directive européenne 2014/59/UE (cela signifie que les instruments de participation et de dette pourraient être amortis, assurant des pertes adéquates aux créanciers non-garantis de l'établissement). Pour plus de détails sur les risques d'investissement associés à ces compartiments, merci de vous référer au Document d'informations clés pour l'investisseur (KIID), disponible comme indiqué ci-dessus.** Nordea Investment Funds S.A. a décidé de supporter le coût de la recherche, ces coûts étant couverts par la structure de frais existante (frais de gestion et d'administration). Nordea fournit uniquement des informations sur ses produits et n'émet pas de recommandations d'investissements fondées sur des circonstances spécifiques. Publié par Nordea Investment Funds S.A., 562, rue de Neudorf, P.O. Box 782, L-2017 Luxembourg, autorisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier au Luxembourg. Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de votre conseiller financier. Il/elle peut vous conseiller en toute indépendance de Nordea Investment Funds S.A. **Veillez noter que tous les sous-fonds et parts de fonds peuvent ne pas être disponibles dans la juridiction de votre pays. Informations complémentaires à l'usage des investisseurs résidant en Belgique:** Les documents mentionnés ci-dessus sont disponibles sur simple demande et sans frais auprès de notre agent **Agent de service financier** en Belgique, BNP Paribas Securities Services S.C.A., succursale de Bruxelles, Rue de Loos, 25, BE-1000-Bruxelles Belgique. **Informations complémentaires à l'usage des investisseurs résidant en France:** Avec les autorisations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) les actions des différents compartiments de Nordea 1, SICAV, peuvent être commercialisées en France. Les documents mentionnés ci-dessus sont disponibles sur simple demande et sans frais auprès de notre correspondant centralisateur en France, CACEIS Bank, 1-3, place Valhubert, FR-75206 Paris cedex 13, France. Nous vous recommandons de vous informer soigneusement avant toute décision d'investissement. **La performance passée n'est pas un indicateur fiable des résultats futurs et le capital total investi ne peut être assuré. Informations complémentaires à l'usage des investisseurs résidant en Suisse:** Le représentant et agent payeur en Suisse est BNP Paribas Securities Services, Paris, Succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, CH-8002 Zürich, Suisse. Source (sauf indication contraire): Nordea Investment Funds S.A. Sauf indication contraire, toutes les opinions exprimées sont celles de Nordea Investment Funds S.A. Ce document ne peut être reproduit ou distribué sans autorisation préalable et ne doit pas être transmis aux investisseurs privés. Ce document contient des informations uniquement pour les investisseurs professionnels et les conseillers financiers et n'est pas destiné à une publication générale. Toute référence à des sociétés ou autres investissements mentionnés dans ce document ne constitue pas une recommandation d'achat ou de vente.